

## **Avènement d'une multinationale: MITTAL STEEL ou l'irrésistible ascension de Lakshmi Narayan Mittal (LNM) !**

*Un certain nombre de déclarations et prises de positions de personnalités officielles (ministres, etc.) et d'hommes politiques et syndicalistes - ou supposés tels- se rapportant aux bienfaits de la privatisation -panacée dite incontournable- du Complexe sidérurgique de El-Hadjar (ex-SNS), amène à s'interroger sur la réalité de ceux-ci et, par conséquent, à se pencher sérieusement sur le « miracle » Mittal-Steel. Les lecteurs pourront vérifier - du moins nous l'espérons- que les choses ne sont pas simples, ni idylliques comme on veut bien nous le faire croire, et ce, pour estomper des situations assez préoccupantes vécues par le principal fleuron de notre industrie nationale.*

### **Début février 2006 : OPA hostile de Mittal steel sur Arcelor**

La très récente offre publique d'achat (OPA) de MITTAL-STEEL, groupe familial, en direction de son dauphin ARCELOR, a multiplié l'intérêt porté au n°1 mondial de l'acier. En effet, il n'est pas à la portée de n'importe quelle entreprise, aussi géante soit-elle, de lancer une OPA -hostile de surcroît- à l'encontre d'une autre entreprise, aussi importante, en alignant sur la table la faramineuse somme de 18.6 milliards d'euros ( 23 milliards de dollars)!. Les chancelleries, les milieux industriels, économiques et financiers européens réagirent immédiatement par une levée de boucliers presque générale ! Si la démarche réussissait, c'est-à-dire si Mittal-Steel absorbait Arcelor, sa production annuelle d'acier doublerait pratiquement et dépasserait les 100 millions de tonnes d'acier par an ; sa présence en la matière devenant dans le monde écrasante...

Précisons que le groupe indien est dirigé uniquement par les membres de la famille du milliardaire Mittal Lakshmi, le PDG, plus ses deux frères et ses deux enfants. Le père Mohan Mittal savourerait, paraît-il, les délices d'une retraite bien méritée à Londres... Lakshmi Mittal est classé 3<sup>ème</sup> fortune mondiale par le magazine américain Forbes, où il est suivi de près (voir tableau ci-dessous) par le prince saoudien Ben Talal, 5<sup>ème</sup> fortune mondiale.

#### **Liste des 20 personnes les plus riches du monde, selon leurs fortunes nettes<sup>1</sup>** *(repris de Forbes Magazine)*

1. William Gates III US 46.5-milliards de dollars (Microsoft)
2. Warren Buffett USA 44.0-milliards de dollars (investissements)
3. Lakshmi Mittal Inde 25.0-milliards de dollars (acier)
4. Carlos Slim Helu Mexique 23.8-milliards de dollars (télécoms)
5. Prince Alwalid Ben Talal Arabie Saoudite 23.7-milliards de dollars (investissements)
6. Ingvar Kamprad Suède 23.0-milliards de dollars (Ikea)
7. Paul Allen USA 21.0-milliards de dollars (Microsoft)
8. Karl Albrecht Allemagne 18.5-milliards de dollars (supermarchés)
9. Lawrence Ellison USA 18.4-milliards de dollars (Oracle)
- 10 S. Robson Walton USA 18.3-milliards de dollars (Wal-Mart)
11. Jim Walton USA 18.2-milliards de dollars (Wal-Mart)
11. John Walton USA 18.2-milliards de dollars (Wal-Mart)
13. Alice Walton USA 18.0-milliards de dollars (Wal-Mart)
13. Helen Walton USA 18,0 milliards de dollars (Wal-Mart)
15. Kenneth Thomson and family Canada 17.9-milliards de dollars (édition)
16. Liliane Bettencourt France 17.2-milliards de dollars (L'Oreal)
17. Bernard Arnault France 17.0-milliards de dollars (LVMH)
18. Michael Dell USA 16.0-milliards de dollars (Dell)
19. Sheldon Adelson USA 15.6-milliards de dollars (casinos)
20. Theo Albrecht Allemagne 15.5-milliards de dollars (supermarchés)

<sup>1</sup> Repris par <http://iafrica.com/> en date du 11 mars 2005.

Lakshmi Narayan Mittal réside à Londres où se trouve le centre décisionnel de Mittal Steel, alors que son holding LNM Holdings NV, régi par le droit du paradis fiscal des Antilles néerlandaises, siège à Pennstrat 105, Curaçao.

La production annuelle de Mittal Steel durant l'année écoulée aurait atteint 57 millions de tonnes d'acier, pour un chiffre d'affaires de 31,5 milliards de dollars<sup>2</sup>.

Quant à Arcelor<sup>3</sup>, créée en 2001-2002 par la fusion de plusieurs groupes européens, et dont le siège est au Luxembourg, il rassemble des sidérurgies françaises (USINOR: 29 000 travailleurs), luxembourgeoises (ARBED - entreprise d'Etat: 6 000 travailleurs, et 1<sup>er</sup> actionnaire avec 5.6% des actions), espagnole (ARCERIAL, 15 000 travailleurs) et belge (13 000 travailleurs). Sur un effectif de 95 000 travailleurs, Arcelor emploie 78 000 travailleurs dans l'Union Européenne, et 15 000 en Amérique Latine (Brésil).

Sa production est évaluée à 47 millions de tonnes d'acier -avec des secteurs-clés spécialisés (aciers carbonés, inoxydables, etc.) - pour un chiffre d'affaires qui était en 2004 de 30 milliards d'euros<sup>4</sup>, Arcelor deuxième sidérurgiste mondial, détient entre autres avec ses « produits plats » 15% du marché de l'automobile.

### Quelques chiffres comparatifs :

La production mondiale d'acier en 2005, avec 1 milliard 129 millions de tonnes, a atteint un nouveau record, dépassant le milliard de tonnes pour la seconde année consécutive, en hausse de 5,9% par rapport à l'année 2004. La Chine reste le premier producteur d'acier dans le monde (349,4 millions de tonnes d'acier produits en 2005, soit une augmentation de 24,6% par rapport à 2004<sup>5</sup>, alors que la demande de la Chine en acier augmentait dans le même temps de 69%).

#### Liste des dix premiers sidérurgistes mondiaux

(en MT : millions de tonnes par an)

1. Mittal Steel (Pays-Bas): 42,8 MT + 16,1 MT pour ISG (Etats Unis)
2. Arcelor (Luxembourg): 50 MT +Dofasco (Canada): 4,8MT
3. Nippon Steel (Berlin-[Japon](#)): 32,4 MT  
JFE Holdings (Francfort - <http://fr.finance.yahoo.com/q?s=JFR.FJapon>): 31,6 MT
5. Posco ([Corée](#) du Sud): 30,2 MT
6. Shanghai Baosteel ([Chine](#)): 21,4 MT
7. US Steel ([Etats-Unis](#)): 20,8 MT
8. Corus - ex-British Steel (Pays-Bas et [Grande-Bretagne](#)): 19 MT
9. Nucor ([Etats-Unis](#)): 17,9 MT
10. ThyssenKrupp ([Allemagne](#)): 17,6 MT

(Liste établie en fonction de leur production d'acier brut en 2004<sup>6</sup>, réactualisée avec le rachat annoncé récemment par Arcelor du canadien Dofasco et l'intégration en 2005 de l'américain International Steel Group (ISG) dans Mittal Steel.)

<sup>2</sup> « Jeune Afrique l'intelligent » du 21 janvier 2006 – Echo Finances <http://www.lintelligent.com>

<sup>3</sup> <http://www.arcelor.com>

<sup>4</sup> AFP, 27 janvier 2006, soit (37 milliards de dollars)

<sup>5</sup> selon International Iron Steel Institute, <http://worldsteel.org/>

<sup>6</sup> AFP- 27 janvier 2006 ; et International Iron and Steel Institute, <http://worldsteel.org/>

## Mittal steel à El Hadjar

Mais pour nous, l'intérêt pour Mittal Steel est plus pragmatique: comment connaître et comprendre les circonstances qui ont amené le complexe sidérurgique d'El-Hadjar, avec ses centaines de cadres, ingénieurs et techniciens qualifiés, ses milliers de travailleurs expérimentés technologiquement et professionnellement, à être cédé non pas au plus offrant, comme on dit, mais curieusement, suite à un marché déroutant (de gré à gré ?) dans un environnement assez opaque, à Lakshmi N. Mittal qui en obtenait, ainsi, à travers la création de ISPAT / ANNABA, en octobre 2001, 70% du capital ?

Il semblerait que le complexe sidérurgique fut acquis pour la dérisoire somme de 20 millions de dollars (?!) alors que sa valeur réelle - compte tenu que la majorité de ses unités de production étaient encore performantes et de créations récentes (telles que la cokerie, les hauts fourneaux, les aciéries, les laminoirs, les tuberiers)- équivaldrait à plusieurs milliards de dollars, comparativement aux capitaux investis pour acquérir des usines similaires en Ukraine, et ailleurs... Pour cela, les concepteurs du site pourraient, s'ils le voulaient bien, nous éclairer sur les capitaux colossaux que l'Algérie a investi durant des dizaines d'années pour qu'enfin émergent les différentes et très nombreuses installations de la SNS, et surtout qu'une main d'œuvre qualifiée soit formée localement (création de l' Institut Minier et Métallurgique de Sidi Amar, des CITAM, CEFOS, etc.) et souvent sur le site même de chaque constructeur, permettant ainsi le transfert de technologie.

Que s'est-il passé ? Comment en est-on arrivé là ? Est-ce une fatalité inéluctable ou une démarche délibérée, voulue ? A présent, bien sûr, il ne sert à rien de se lamenter. Il faut, comme on dit, regarder les choses en face c'est-à-dire prendre en compte la réalité ou les réalités, pas à pas, au fur et à mesure des éclaircies possibles, afin que l'opinion publique puisse un jour enfin être instruite sur le pourquoi et le comment de la chose...

Et, justement, la situation atteinte présentement par le complexe sidérurgique d'El-Hadjar paraît dénuée de toute logique, de toute rationalité, dépourvue encore plus de toute transparence...

Nous pourrions citer de nombreux exemples de faits vécus et subis par le complexe avant et juste après la privatisation. Avant l'opération de privatisation les solutions et mesures adéquates étaient impossibles, non autorisées et empêchées de toutes sortes de manières (asphyxie bancaire, blocages dans la commercialisation, difficultés d'approvisionnement en « consommables » indispensables au fonctionnement des installations productrices pour indisponibilité de devises... acculant le complexe à une sous production, et certaines chaînes à des arrêts), alors que ces mesures devenaient miraculeusement possibles après ...

Des questions se posent quand on constate certains faits:

- Au moment de la signature du contrat, en 2001, le bradage de l'entreprise pour une somme dérisoire (alors que le bureau d'études français Roux avait évalué, apparemment par défaut à l'époque, la valeur du patrimoine de la défunte Alfasid à 980 millions de dollars), les avantages de toutes sortes, étonnamment consentis à Ispat par l'Etat algérien (couverture de l'Apsi -Agence pour la promotion de l'investissement- sur 10 ans, effacement de toutes les dettes Alfasid, réduction de 30% sur les redevances globales d'électricité, du gaz et de l'eau, et surtout engagement sur la cession des mines de l'Ouenza ... ; dans ce contrat était mentionné l'accès à la propriété de Mittal des stocks de matières premières, pièces de rechange, équipements et matériels, y compris ceux commandés, payés et non encore réceptionnés... )<sup>7</sup>

- Le « dégraissage » discret mais systématique du personnel (1 100 départs rien qu'au mois de mai 2002), départs en retraites, décès et licenciements non remplacés jusqu'à maintenant, et dans l'avenir. Et, plus récemment recours à l'emploi jeunes par centaines (ingénieurs, techniciens, etc.) payés par l'Etat algérien.

- Il faut tout de même apprécier comme il se doit l'efficacité de gestion de la multinationale Mittal Steel : ainsi pour ce qui est des relations avec la presse et de la gestion des ressources humaines au sein du complexe sidérurgique d'El Hadjar, le PDG de l'usine confie tacitement ces tâches à M. Aissa Menadi, syndicaliste 'maison'... D'où la surprenante discrétion du PDG de Mittal Steel d'El-Hadjar, pour ne pas dire son effacement !

- Et que penser de ces retraités et de leurs ayant droits, privés depuis des années du bénéfice des œuvres sociales de l'entreprise, alors que l'on se demande sur quels comptes sont débités les frais apparemment très consistants occasionnés par la création et l'entretien du club sportif de football UMSD (Union Mittal Steel de Drean)<sup>8</sup>, dont le statut ressemblerait à celui d'une équipe « pro »...

- Pourquoi la Tuberie sans soudure (TSS) dont la technologie très avancée en matière de laminage -et donc de sa valeur ajoutée- n'est plus à démontrer, est-elle à l'arrêt alors que Sonatrach a un pressant besoin de tubes de ce type pour continuer ses travaux de recherche ?

- Pourquoi Mittal Steel /Annaba est-elle de nouveau exonérée d'impôts dans la dernière convention signée le 25 juin 2005, entre l'Apsi (le gouvernement algérien) et LNM Holdings NV (société régie par de droit des Antilles néerlandaises) : franchise TVA, droits de douane réduits, exemption de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS), du versement forfaitaire (VF), de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) ; tarifs très préférentiels et avantageux en matière d'énergie (électricité, gaz...), etc.

Il arrive même que les quelques recherches effectuées débouchent sur des situations paradoxales, apparemment dénuées de toute logique...

---

<sup>7</sup> El Watan du 12 juin 2002.

<sup>8</sup> El Watan du 4 mai 2005.

## Chronologie des acquisitions du nouveau géant de la sidérurgie (quelques repères)

On ne peut s'empêcher d'être captivé par le « cheminement » de la famille Mittal : ainsi après la petite aciérie paternelle de Calcutta (fondée dans les années 50, et produisant modestement environ 20 000 tonnes acier/an), ce fut l'acquisition par Lakshmi Mittal, juste diplômé d'études commerciales, de la sidérurgie indonésienne à l'aide d'un prêt bancaire (1976 : création d'Ispat Indo). Ensuite L. Mittal s'empara et transforma la société de sidérurgie d'Etat Iscott à Trinidad et Tobago (1989). Puis il y eut l'expansion internationale, où l'on voit le groupe familial LNM sous divers noms de filiales Ispat s'emparer successivement d'usines sidérurgiques d'Etat : en 1995 au Kazakhstan [usine de Temiztan, capacité de production de 5 millions de tonnes, avec accès au transsibérien permettant d'éviter la voie maritime pour atteindre la Chine..., acquise en même temps que les mines de fer et de charbon de Karmet, la centrale électrique qui alimente la ville, la Cie des trams, l'hôtel et la station de télévision<sup>9</sup>...], acheter des unités de production au Mexique (1992), au Canada (1994), en Allemagne (1995), aux USA : Ispat Inland... [lors de l'achat de l'usine sidérurgique de Chicago, importante grève des travailleurs consécutive à la diminution drastique des allocations sociales aux conjoints des travailleurs décédés]<sup>10</sup>, ...

C'est en 1995 qu'il crée la compagnie LNM Holdings NV, siégeant aux Pays-Bas et régie par la législation des Antilles néerlandaises ; parallèlement il transporte son centre décisionnel à Londres..., Ispat International émerge dans les années 1997 et en 1999 pénètre le marché français en créant Ispat Unimétal.

En 1996 il prend Irish Steel en Irlande, pour une livre symbolique ; qui sera sacrifiée en avril 2001 [6000 travailleurs licenciés, et plus de 2000 fournisseurs non indemnisés... ] alors que dans le même temps, et parallèlement, il n'a aucun scrupule à se lancer à la conquête de secteurs certes fragilisés mais aux perspectives bien plus juteuses (Roumanie [complexe Sidex/Galati -capacité de 9,2 millions de tonnes par an<sup>11</sup> ] ; Algérie - octobre 2001-[SIDER- capacité de 2 millions de tonnes par an], Afrique du Sud en 2001, Tchécoslovaquie en 2002 etc.).

En 2004 Ispat fusionne avec l'américain ISG -International Steel Group- [pour un montant estimé à 4.5 milliards de dollars] et ainsi double presque ses capacités de production.

Coté à Amsterdam (et New York) mais dirigé de Londres, Mittal Steel naît en décembre 2004, quand la partie cotée du groupe (Ispat International) rachète LNM, le holding privé de la famille. Lakshmi Mittal et sa famille détiennent 88% des actions de la nouvelle société.

---

<sup>9</sup> Le Monde du 04/02/2006.

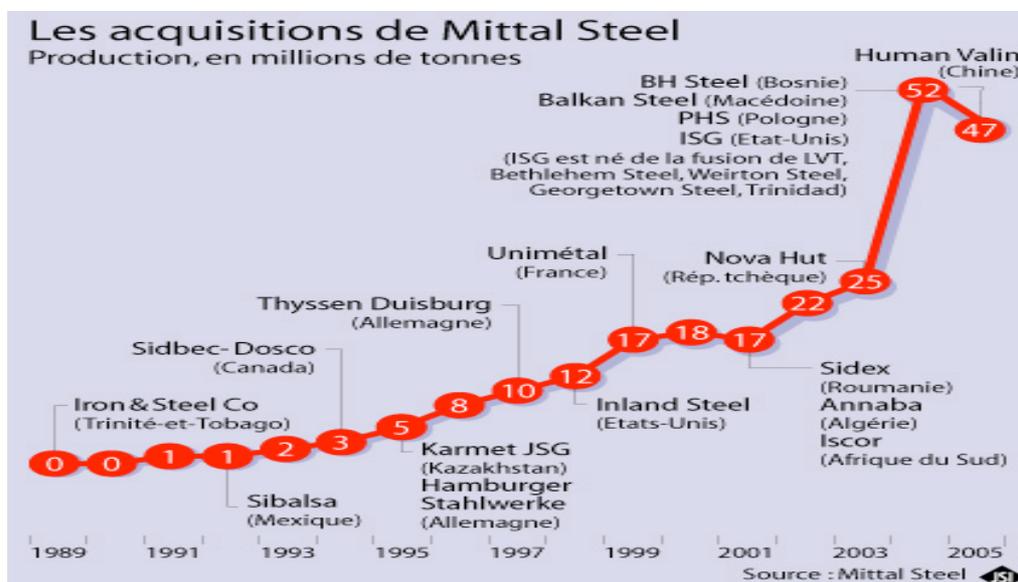
<sup>10</sup> [www.lintelligent.com](http://www.lintelligent.com) « Lakshmi Mittal, l'homme de fer », article de Natacha Appanah

<sup>11</sup> Bucarest matin février 2002

En 2005 il emporte aux enchères les aciéries de Krivoï Rog <sup>12</sup> en Ukraine pour la somme colossale de 4.81 milliards de dollars, pour barrer la route à son concurrent Arcelor (qui en offrait 4.79 milliards de dollars...!).

Enfin, dernièrement le 27 janvier 2006 il lance une OPA 'hostile' sur Arcelor (Europe).

Mittal : une croissance ininterrompue<sup>13</sup>



Actuellement, Mittal steel est le 1<sup>er</sup> producteur mondial d'acier. Implanté dans plus de 14 pays avec 22.2 milliards de dollars de chiffre d'affaires, il emploie 145 000 personnes. Sa production, en 2004, s'élevait à 42.1 millions de tonnes d'acier, avec un bénéfice net de 5,32 milliards de dollars<sup>14</sup>.

## Récupération de la sidérurgie roumaine

Cependant pour ce qui touche aux conditions d'absorption du combinat sidérurgique de Roumanie (Sidex / Galati) un détail d'importance attire l'attention de l'analyste: l'intervention écrite de Tony Blair, durant les négociations entre la société Mittal et le gouvernement roumain.

Le fait est que le 1<sup>er</sup> ministre anglais écrit à son homologue roumain, M. Adrian Nastase, 1<sup>er</sup> ministre de la Roumanie, le 23 juillet 2001, quelques jours seulement avant la conclusion du contrat avec Sidex, une lettre d'appui à Mittal

*« je suis enchanté par la nouvelle que vous devez signer le contrat pour la privatisation de votre plus grande usine sidérurgique avec le groupe LNM.*

*« je suis particulièrement heureux que c'est une compagnie britannique qui est votre associé"...*

à l'époque Lakshmi Mittal qui avait son centre de décision à Londres, n'y comptait qu'une centaine d'employés, (Mittal lui-même était de nationalité indienne, Ispat International

<sup>12</sup> "Kommersant-Vlast" Moscou, article de V. Belach

<sup>13</sup> Diagramme tiré de l'Express du 9 février 2006, voir aussi « Les Echos », et Le Monde du 10 janvier 2005.

<sup>14</sup> Chiffres Courrier International n° 787 du 1<sup>er</sup> au 7 décembre 2005, selon <http://fr.wikipedia.org/wiki/Mittal>, son chiffre d'affaires pour 2004 devrait atteindre 32,4 milliards de dollars US. Il serait présent industriellement dans 18 pays, notamment en Chine, en Inde, en Indonésie, aux États-Unis, au Mexique, au Canada, en France, en Allemagne, en Pologne et en Algérie ; et emploierait 165 000 salariés.

avait son siège à Rotterdam, et LNM Holdings NV était enregistré dans le paradis fiscal des Antilles néerlandaises).

Bien mieux, avant ce précieux « coup de pouce », Lakshmi Mittal avait eu le « génie » de faire un don de 125 000 livres sterling au Parti travailliste -Labour- et ce, à la veille des élections législatives de 2001 (il faut dire que ses précédents dons étaient moins conséquents), Ces faits, révélés par le Sunday Telegraph, et repris par les médias britanniques Daily Telegraph, Times, BBC News, ont défrayé la chronique économique internationale de l'époque.

En bref, les choses se passèrent tant et si bien, pour le sidérurgiste indien bien sûr, qu'il ne déboursa aucun dollar, ni euro, ni livre sterling ! Pour l'acquisition de la totalité des actions de Sidex, la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement (BERD)<sup>15</sup>, lui accorda un prêt très avantageux de 100 millions de dollars<sup>16</sup>, et ce, toujours sur intervention de Downing Street, c'est-à-dire du gouvernement anglais de M. Tony Blair, le bien nommé. Il faut dire que le combinat de Bucarest, comme d'ailleurs celui de El-Hadjar n'était pas une petite affaire...

Peut-être les lecteurs d'Alger Républicain auront-ils deviné où pourraient mener la juxtaposition de ces faits ? Oui, le défaut de transparence, la persistance de situations incompréhensibles et inexplicables au complexe SNS durant les années qui ont précédé sa privatisation, amènent inévitablement à s'interroger : et si le même scénario s'était également passé pour la mainmise d'El-Hadjar par l'une de ces entités qui, pareilles à des cours d'eau, toutes issues de la même source, que ce soit LNM Holding NV, Mittal Steel ou Ispat/Annaba (Ispat en sanskrit, veut tout simplement dire acier !).

Mais originellement, peut-être faudrait-il remonter à la période où l'Algérie s'est brutalement trouvée menacée d'être en situation de cessation de paiement vis-à-vis de ses créanciers étrangers, en l'occurrence les banques internationales, lesquelles, comme on le sait, étaient représentées et défendues par le FMI (fond monétaire international). Ainsi ce dernier a bien voulu négocier avec notre pays le rééchelonnement de sa dette, mais en imposant en contrepartie un certain nombre de conditions assez drastiques, telles que l'impérieuse nécessité de s'orienter vers la privatisation d'un certain nombre de secteurs-clés de l'économie nationale... Il y a évidemment des non-dits éloquentes comme celui, par exemple, de conditionner éventuellement l'acceptation du rééchelonnement de la dette - qui s'élevait, faut-il le rappeler à des dizaines de milliards de dollars - au délestage, entre autres, du Complexe Sidérurgique d'El Hadjar...

Mais alors, dans le cas où l'on considérerait cette hypothèse comme plausible, quand et auprès de qui M. Tony Blair serait-il intervenu pour faciliter les choses qui aboutiront, comme on le sait, à la privatisation du complexe sidérurgique de El-Hadjar

---

<sup>15</sup> Pour le Kazakhstan et d'autres combinats acquis dans les pays de l'Est, Mittal a été soutenu par la BERD et la Banque Mondiale, obtention de prêts très avantageux ...

<sup>16</sup> The Telegraph du 17 février 2002.

et l'acquisition par Lakshmi Mittal de 70 % du capital du complexe SNS/SIDER en octobre 2001, et ce, pour une bouchée de pain ?

Cependant pour qu'il y ait investigation, faudrait-il que le chercheur puisse disposer ou accéder à des publications et documents spécialisés. Il faut dire que chez nous le terrain est plutôt désertique ; depuis que l'OPA hostile de Mittal Steel en direction d'Arcelor a été rendue publique, on n'en trouve encore aucune trace dans notre presse nationale .

Sinon comment expliquer la démarche conquérante, dès les premiers mois, du PDG de Ispat / El-Hadjar, lorsqu'il précise au correspondant d'El-Watan, le 12 juin 2002 ceci : « notre seul et unique interlocuteur est le chef du gouvernement algérien et nul autre » ?

Peut-être bien que ceci, explique cela...

Ould Sidi-Rached

*adressé les 08 et 12 février 2006 à Alger Républicain  
publié partiellement, remanié et en deux parties les 20 février et 06 mars 2006*